

## Compétences en Histoire-géographie

L'approche par compétences n'est pas une approche courante en histoire-géographie. Nous donnons comme définition de compétences la « capacité à réinvestir dans une situation nouvelle des savoirs appris ».

Il y a confusion certaine entre les objectifs (dont l'essentiel, qui a donné sa légitimité à l'histoire géo depuis le 19<sup>ème</sup> s est : « former le citoyen » ) et les compétences, jamais définies réellement, sauf dans les programmes de primaire. Dans le secondaire, instructions officielles et enseignants définissent plutôt des « savoirs -redire » et des « savoirs -refaire ». Mais l'étape intermédiaire entre cet apprentissage de savoirs et l'objectif final, c'est à dire la définition des situations qui permettent d'évaluer la capacité de réinvestissement dans une situation nouvelle, est esquivée. A noter que ces difficultés ne sont pas propres aux profs d'hist-géo français : quand, en 1997, la Belgique francophone modifie ses programmes en profondeur, avec un référentiel de compétences et de savoirs prescrits voté par le Parlement, ce sont les profs d'histoire qui ont le plus de mal avec la nouvelle approche (à ce propos, un livre indispensable pour travailler sur les compétences, malheureusement épuisé, mais je l'ai trouvé en BU : Rongiers et De Ketele, une pédagogie de l'intégration. Compétences et intégration des acquis dans l'enseignement, de Boeck, 2000, qui part de l'expérience belge avec le recul du labo de sciences de l'éduc de l'Université de Louvain-la-Neuve).

La preuve de ces difficultés à évaluer une compétence dans nos disciplines a été apportée par ce qui s'est passé au dernier bac (2005) : les documents n'étaient certes pas géniaux, et le sujet à la limite du programme des S, mais pas infaisable. Les enseignants qui évaluent des compétences ont eu une approche positive du sujet et surtout des productions des candidats : comment ont-ils réinvesti dans une situation un peu nouvelle pour eux du point de vue contenu ce qu'ils avaient appris aussi bien en méthodologie que sur le fond (y compris leur expérience personnelle de pratiques culturelles). Ceux qui attendent du bac un « savoir redire » ont trouvé le sujet scandaleux, car ce qui avait été dit en cours, très minime, ne pouvait justifier un « savoir redire » suffisant. Il ne s'agit pas de dire que certains enseignants ont tort et d'autre raison, simplement de pointer l'extrême hétérogénéité (et donc injustice) de résultats produite par ce non-dit.

On peut penser néanmoins que cet enseignement de l'histoire et géo centrés sur les savoir redire et savoir refaire est en partie dépassé actuellement, surtout à un moment où les nouvelles technologies modifient le rapport à l'information, et qu'il serait bon de penser un peu en compétences, en proposant des situations nouvelles qui forcent les élèves à réinvestir leurs acquis. C'était un peu la démarche proposée par le groupe Charvet-Plessis pour les nouveaux programmes de seconde de géo, avec la démarche d'étude de cas, qui proposaient explicitement une démarche fondée sur l'éventuelle et souhaitable transfert de connaissances : le regard formé par l'étude de cas devait être capable de questionner ainsi n'importe quelle situation géographique. Malheureusement, le renvoi de ce groupe a entraîné l'abandon de cette démarche dans les classes ultérieures, si bien que cette démarche est enkystée entre les autres années, structurées sur une autre approche pédagogique.

**On peut penser aussi que les propositions du groupe Snes histoire-géo s'appuient implicitement sur la notion de compétence, puisque nous proposons, pour sortir du déroulé chronologique et du panorama du monde, un programme fondé sur des noyaux durs communs à tous et des questions au choix, ces questions devant être d'égale valeur pédagogique et épistémologique, c'est à dire permettant de construire des compétences**

**d'égle valeur, transférables (ce qui est une tautologie , d'ailleurs, une compétence par définition étant transférable).**

**Quelles sont les compétences qui nous paraissent fondamentales ?**

- Celle de poser des questions. D'autant que la démarche épistémologique en histoire et en géographie est une démarche qui pose des questions sur le passé et l'ailleurs à partir des questions de maintenant et d'ici : c'est quand les questions de maintenant et d'ici changent que se reconstruit le savoir historique et géographique, à partir de sources et matériaux qui sont à peu près les mêmes. Or, l'élève est rarement mis en situation de poser un questionnement lui-même : dans la quasi-totalité des pratiques, ce sont les enseignants qui posent les questions préalables, soigneusement préparées pour arriver à un résultat prévu par l'enseignant. Or, s'il s'agit de former un citoyen, de former un professionnel apte à répondre à des changements rapides et à des problèmes nouveaux, il vaut mieux lui apprendre à poser ses questions lui-même. Sinon, nous nous retrouvons dans la situation où ce sont les « élites » (politiques, médiatiques) qui posent les questions (et fournissent aussi, tant qu'à faire, les réponses ), ce qui pose des problèmes pour la démocratie. Tout renvoi à une expérience politique récente n'est pas un hasard...

Prendre conscience que les questions sont posées à partir des problèmes de maintenant et d'ici permet en outre de mieux maîtriser le sens du temps passé, beaucoup plus que le déroulement chronologique traditionnel, comme semblent l'indiquer certains travaux didactiques.

- Celle de savoir comment s'agencent, comment fonctionnent les documents et les sources, en sachant que le document ne dit pas le vrai en lui-même

- Celle de réinvestir des concepts aptes à penser la situation nouvelle. C'est pourquoi le groupe histoire-géographie met l'accent sur une nécessaire entrée dans les programmes par des concepts. Exemple de pratique qui permet de construire des compétences réelles : celle définissant les qualités nécessaires pour construire le concept de fascisme, et donnant ensuite des textes vichystes. Si l'élève trouve tout seul, sans questionnement guidé, que l'état politique vichyste a les qualités permettant de le ranger dans les états fascistes, on peut penser qu'une compétence a été construite. Ce genre de démarches par concepts avait été très travaillée il y a une quinzaine d'années. Le retour en arrière de nos programmes a conduit à l'abandon de cette démarche

- Celle d'aboutir à des réponses pertinentes, répondant correctement à la question que l'on s'est posée (sachant que plusieurs réponses également pertinentes peuvent être apportées à la même question, l'important étant que l'élève à la fin de ses études puisse définir le domaine de pertinence de sa propre réponse), utilisant correctement les documents et informations, et sous une forme qui permette d'échanger avec quelqu'un d'autre sur la même situation.

On voit que notre enseignement français de l'histoire-géographie est encore loin du compte dans la construction de vraies compétences. Et celles présentées comme telles dans les livrets en expérimentation sont bien loin de cette approche.